

Montpellier, le 9 septembre 2019

APPEL A CANDIDATURE

Pour siéger aux seins des Conseils Territoriaux de Santé de la région Occitanie

Textes de référence :

- *Articles L 1434-9 à L 1434-11 et R 1434-29 à R 1434-40 du Code de la santé publique*
- *Arrêté du 3 août 2016 relatif à la composition du conseil territorial de santé*
- *Arrêté 2016-1854 du 8 novembre 2016 définissant les territoires de la démocratie sanitaire de la région Occitanie.*

La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé pose un enjeu fort de renforcement de la démocratie sanitaire et de l'animation territoriale conduite par l'ARS. Afin de concourir à l'atteinte de cet objectif, l'ARS a créé les Conseils Territoriaux de Santé.

Elle introduit la notion de territoires de démocratie sanitaire visant à mettre en cohérence les projets de l'ARS, des professionnels et des collectivités territoriales, en prenant en compte l'expression des acteurs du système de santé, notamment celle des usagers. Ces territoires ont été définis par arrêté de l'Agence Régionale de Santé du 8 novembre 2016 à l'échelle départementale.

Sur chacun des 13 territoires ainsi défini, l'ARS a procédé à l'installation d'un Conseil Territorial de Santé (CTS).

La composition de certains CTS n'est pas à ce jour complète pour :

Ce collège 1f) qui comprend des représentants des différents modes d'exercice coordonné et des organisations de coopération territoriale :

- des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires et des communautés psychiatriques de territoire, désignés à l'issue d'un appel à candidatures organisé dans des conditions fixées par le Directeur Général de l'ARS.

Afin de compléter les compositions des CTS cités ci-après, un appel à candidature est lancé par l'ARS Occitanie, pour la désignation de représentants des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires et des communautés psychiatriques de territoire.

CTS	Communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires et des communautés psychiatriques de territoire à désigner
Ariège	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Aude	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Aveyron	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Gard	1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant
Haute-Garonne	1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant
Gers	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Hérault	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Lot	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Lozère	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Hautes-Pyrénées	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Tarn	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants
Tarn-et-Garonne	2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants

I. CONTEXTE

Le CTS a pour objet de veiller à **conserver la spécificité des dispositifs et des démarches locales de santé fondées sur la participation des habitants.**

Il participe à la réalisation du diagnostic territorial partagé et contribue à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Projet Régional de Santé, en particulier sur les dispositions concernant l'organisation des parcours de santé.

Il émet un avis sur le diagnostic partagé et le projet territorial de santé mentale. Il est associé à la mise en œuvre du pacte territoire santé.

Il participe, avec la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA), à l'évaluation du respect des droits des personnes malades et des usagers et de la qualité des prises en charge et des accompagnements.

Plus largement, le CTS peut formuler, à la CRSA et au Directeur Général de l'ARS, des propositions d'amélioration de la réponse aux besoins de la population sur le territoire, et réciproquement, être saisi par la CRSA et l'ARS de toutes questions relevant de ses missions.

Pour atteindre ces objectifs, le CTS s'appuie et travaille en concertation avec l'ensemble des formations de la CRSA, les équipes de soins primaires et les communautés territoriales de santé, les URPS, les conseils locaux de santé et de santé mentale, les Conseils Départementaux de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) et les populations concernées.

Les CTS de la région Occitanie sont composés de **50 membres** répartis en 5 collèges :

Collège 1: 28 Professionnels et offreurs des services de santé

Collège 2: 10 Usagers du système de santé

Collège 3: 7 Représentants des Collectivités territoriales

Collège 4: 3 Représentants de l'Etat et des organismes de sécurité sociale

Collège 5: 2 Personnalités qualifiées

Chaque CTS est constitué :

- d'une assemblée plénière
- d'un bureau
- d'une commission spécialisée en santé mentale (*au plus 21 membres*)
- d'une formation spécifique organisant l'expression des usagers en intégrant celle des personnes en situation de pauvreté ou de précarité (*au plus 12 membres*)

II. CONDITIONS DU PRESENT APPEL A CANDIDATURE

Cet appel à candidature est lancé auprès des communautés professionnelles territoriales de santé, des équipes de soins primaires et des communautés psychiatriques de territoire.

Les acteurs intéressés doivent motiver leur candidature et retourner dûment complétées les fiches ci-jointes.

Le Directeur Général de l'ARS n'exclut pas la possibilité de désigner un titulaire et un suppléant issus d'organisations de coopération territoriale différentes afin de disposer d'une représentation plus large au sein des CTS. Les candidats acceptent donc de pouvoir être désignés, soit comme membre titulaire, soit comme membre suppléant.

Les critères de sélection des candidatures par l'Agence Régionale de Santé porteront sur :

1. **L'activité développée sur l'ensemble du territoire de démocratie sanitaire ;**
2. **la diversité et la spécificité des champs couverts ;**
3. **l'implication** dans une démarche de santé sur le territoire.

Le Directeur Général de l'ARS sera amené à faire ses choix en s'assurant d'un équilibre, au sein de chaque CTS, pour tenir compte notamment de la diversité des profils représentatifs du système de santé du territoire régional de l'Occitanie.

III. LES ENGAGEMENTS DES MEMBRES DES CTS

Les membres sont nommés par arrêté du Directeur Général de l'ARS pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

Une assiduité et une participation active aux travaux des CTS sont attendues des représentants, sous peine d'exclusion du conseil (article R.1434-34 al 4), afin de contribuer à y faire entendre la plus grande pluralité de points de vue.

Il est précisé que le mandat de membre du CTS est exercé à titre gratuit, les frais occasionnés par les déplacements engagés dans le cadre de l'exécution du mandat pouvant être pris en charge dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat.

IV. CANDIDATURES

Les candidatures seront reçues par courrier électronique, au plus tard le jeudi 26 septembre 2019 à l'adresse suivante : ars-oc-duaj-democratie-sanitaire@ars.sante.fr

Elles se composent des fiches de candidatures ci-jointes (une « fiche de candidature » par organisme / association, et une « fiche proposition de représentant » par candidat) ainsi que d'une lettre de motivation. L'association ou l'organisme candidat est libre de joindre tout document qui viendrait appuyer sa candidature au regard de critères exposés ci-avant.

V. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

L'ARS Occitanie procède à un traitement de vos données personnelles, ayant pour finalité la gestion et le suivi des nominations des membres des conseils territoriaux de santé (CTS) de la région Occitanie. Ce traitement est mis en œuvre sur le fondement des Articles L 1434-9 à L 1434-11 et R 1434-29 à R 1434-40 du Code de la Santé Publique ainsi que sur l'article 6-1-C ("le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis") du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données ou RGPD).

Les données enregistrées sont conservées durant une période de 5 ans. Ces données sont communiquées aux services compétents en la matière au sein de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, ainsi qu'à l'équipe informatique pour attribution des droits sur la plateforme de travail collaboratif (SharePoint) et au service comptable (DFM) pour le remboursement des frais de déplacement.

Par les services de la préfecture, l'ARS Occitanie publie au recueil des actes administratifs (RAA) régional et départemental, les arrêtés de nominations pour les CTS.

Conformément au RGPD et à la loi n°78 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (Loi Informatique et Libertés), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation de traitement des données vous concernant.

Vous pouvez exercer ces droits, en vous adressant à la Déléguée à la Protection des Données de l'ARS Occitanie, à l'adresse suivante :

Par mail à l'adresse : ARS-OC-DPO@ars.sante.fr

Ou

Par voie postale :

Agence Régionale de Santé Occitanie
Déléguée à la Protection des Données
26-28 Parc du Millénaire
1025, rue Henri Becquerel
CS 30001
34067 Montpellier Cedex 2

Vous disposez, par ailleurs, d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en particulier auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation du Règlement Général sur la Protection des Données et de la Loi Informatique et Libertés.

Le formulaire concernant les appels à candidature, s'inscrit dans le cadre de ce traitement.

Par ailleurs, le formulaire concernant les appels à candidature, comporte des zones de commentaires libres. "Les commentaires saisis dans ces zones ne doivent en aucun cas porter atteinte à l'image d'une personne physique. Ils ne doivent pas être inappropriés, subjectifs ou insultants. Ils ne doivent pas comporter d'informations relatives à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, philosophiques ou religieuses, à l'appartenance syndicale, à la santé ou la vie sexuelle, aux infractions et condamnations».

Contacts :

Unité Démocratie Sanitaire : Dominique ROUX / Sylvie AURIAC

Tél : 04 67 07 20 85

Mail : ars-oc-duaj-democratie-sanitaire@ars.sante.fr